aurait été grevé du double des droits. Il aurait été forcé, ou de laisser ses marchandises dans les ports après la perception des premiers droits, ou de se ruiner en payant double droit.

Entrons donc dans le cœur de la question et, par les considérations de l'ordre le plus élevé, essayons de démontrer que si le gouvernement faisait fausse route en tâtonnant et en louvoyant dans le choix de ses moyens de défense, les hommes qui professent les opinions dont je m'honore manquaient de patriotisme et d'intelligence en traitant les mandataires d'une politique vraiment nationale en cette circonstance comme les membres d'un conseil d'administration en faillite.

LA

QUESTION POLITIQUE

ET LA

QUESTION ÉCONOMIQUE

La question du Mexique embrasse dans son ensemble la question de races, la question politique, la question économique, la question internationale, la question religieuse.

La question de races consiste dans la suprématie que l'Union américaine prétend s'arroger dans le Nouveau Monde et sur les mers par l'introduction d'un nouveau droit public incompatible avec les intérêts des grandes puissances.

Ce nouveau droit, Monroë l'a formulé. La doctrine de Monroë, c'est la loi de Moïse pour les Anglo-Saxons.

Lorsque les États-Unis démembraient le Mexique

TIMBRE

en s'annexant le Texas et la Californie; lorsque, par le Yucatan, ils jetaient déjà leurs regards sur la Havane, ils appliquaient la doctrine de Monroë.

Si l'Europe ne renverse pas cette muraille de Monroë qui, comme celle de la Chine, la menace d'isolement, qu'arrivera-t-il? « Au milieu de l'incertitude de « l'avenir, il y a au moins un événement qui est cer- « tain. A une époque que nous pouvons dire pro- « chaine, puisqu'il s'agit de la vie des peuples, les « Anglo-Américains couvriront seuls tout l'espace « compris entre les glaces polaires et les tropiques; « ils se répandront des grèves de l'océan Atlantique « jusqu'aux rivages de la mer du Sud (1). »

Qu'arrivera-t-il donc lorsque cent cinquante millions d'hommes appartenant à la même famille, parlant la même langue, professant la même religion, sachant se battre comme vous savez, régneront depuis le détroit de Behring jusqu'à l'isthme de Panama?

Et, admettons pour un moment que, contrairement à nos intérêts, contrairement aux intérêts de la civilisation, cette guerre effroyable de l'Amérique se termine au bénéfice des États du Nord. Né de la violence et de la conquête, un gouvernement dictatorial remplacera forcément le pouvoir exécutif tel qu'il existe aujourd'hui. Toute puissance qui devient militaire tend vers la monarchie. L'Empire romain est né des César et des Pompée. Alors une unité militaire formidable,

(1) Tocqueville. *La Démocratie en Amérique.*

compacte, homogène, composée de ces hommes taillés avec du fer, se dressera contre l'Europe. Elle commencera par lui imposer commercialement son tarif comme elle a voulu l'imposer aux États confédérés, et si l'Europe résiste, elle prendra les armes et attendra avec un million de soldats les armées européennes aux rivages de ses deux Océans, sur le bord de ses lacs immenses, de ses fleuves infranchissables, dans les profondeurs de ses forêts impénétrables.

Or l'Europe, pour lutter contre l'unité américaine, devra se constituer en unité. L'unité des grandes races en Europe, le germanisme, le panslavisme, conduisent tout droit au césarisme et de là au socialisme; où donc nous conduirait l'unité européenne?

La question internationale embrasse la question gigantesque du prolétariat en Europe et surtout en France.

Les Amériques sont placées entre l'Europe et l'Asie. Elles produisent à la fois les métaux précieux et toutes les matières premières nécessaires à l'industrie, au commerce et à la marine de l'Europe. Étant plus près de l'Europe que l'Asie et plus près de l'Asie que l'Europe, il est évident qu'avec les progrès de la vapeur et de l'électricité, elles sont appelées à faire l'appoint dans la balance des intérêts matériels de l'Europe et de l'Asie.

Le jour où la race anglo-saxonne eût possédé toute l'Amérique septentrionale, depuis le Canada jusqu'aux

trois isthmes de Tehuantepec, de Nicaragua et de Panama, ce jour-là elle aurait été maîtresse du golfe des Antilles et de tout le commerce de l'Asie. A l'aide d'un tarif différentiel d'une part et des métaux précieux arrachés aux entrailles du Mexique et de la Californie d'autre part, les Anglo-Américains excluraient de leur marché tous les produits de l'Europe. Ils fabriqueraient toutes les matières premières dont ils inonderaient les deux mondes. Que deviendrait l'industrie de l'Europe et que deviendrait sa marine, qui ne prospère que par l'industrie et les importations des matières premières?

Le prolétariat se trouverait affamé et les gouvernements aux prises avec des millions d'ouvriers qui, comme en 1832, à Lyon, demanderaient du pain en travaillant ou la mort en combattant. Quels ne seraient pas les embarras des gouvernements européens!

Tout le monde comprend aujourd'hui les embarras du marché monétaire de l'Europe. La disproportion qui existe depuis quelques années entre l'or et l'argent est le sujet des plus légitimes préoccupations des hommes d'État. Fallait-il abandonner à un seul peuple la production exclusive du numéraire? Gorgés de papiers, criblés de dettes, avec des fonds publics bien au-dessous des valeurs industrielles, quelle était la perspective des gouvernements européens? Fallait-il laisser les grandes puissances occidentales de l'Europe exclusivement tributaires de la grandeur commerciale

et de la production gigantesque des États-Unis? Fallait-il oublier que ce peuple, simple voiturier de l'Europe, ayant débuté sans tarif, avait fini par fabriquer le quart de sa production cotonnière et lancer contre le vieux monde le tarif Morill (1856-60), c'est-à-dire un tarif prohibitif? Fallait-il oublier la périodicité des crises qu'il avait causées en Europe, surtout celle de 1857?

L'ouverture des nouveaux marchés de l'extrême Orient, de la Chine, de la Cochinchine, du Japon et de l'Australie, doit profiter avant tout au peuple qui possède les côtes du Pacifique depuis l'Orégon jusqu'à Panama.

Ce ne sont pas les théories qui ouvrent les grandes artères du commerce, mais bien les intérêts des peuples qui suivent la pente naturelle de leurs instincts.

N'oublions pas les tentatives faites par San-Francisco dans la haute Californie pour établir sur la plus vaste échelle des relations avec les Russes par le fleuve Amour.

De tous ces efforts, de toutes ces tentatives essayées par la race anglo-saxonne, il ressort la nécessité de fonder un équilibre dans les Amériques, d'opposer le droit public européen à la doctrine de Monroë, d'étouffer les révolutions fomentées par les États-Unis dans les anciennes colonies espagnoles, et d'y établir des gouvernements assez solides pour assurer à l'an-

cien continent la marche et le développement paisible de son industrie et de son commerce.

De tous les États américains le plus riche, le plus important, est sans contredit le Mexique. Il produit à lui tout seul les deux tiers de l'argent blanc qui circule dans le globe. Nous ne ferons pas ici l'énumération de toutes les richesses mexicaines, de tous les produits d'une contrée merveilleuse où l'on trouve tous les climats, toutes les latitudes. Nous renvoyons à ce sujet nos lecteurs à l'excellente description que M. Michel Chevalier en a fait dans son livre sur le Mexique. Il est incontestable que, la tranquillité étant rétablie au Mexique, des garanties sérieuses étant données à nos nationaux, notre commerce fleurira de nouveau. Nos importations et nos exportations prendront un développement d'autant plus grand que nos produits sont plus goûtés au Mexique que ceux des autres puissances. Les principaux produits du Mexique étant les métaux précieux, nos retours se feront en argent.

Et c'est en présence d'un avenir aussi brillant, d'une situation politique et économique aussi nette, aussi tranchée; c'est au lendemain de la prise de Puebla que dans le sein d'un parlement français on a osé faire l'étrange proposition de traiter avec l'Indien Juarez ! Nous le demandons à l'honorable M. Thiers, dont personne d'ailleurs plus que nous n'admire le talent prodigieux d'orateur et d'historien, nous le lui demandons : si nos

troupes, en 1849, eussent subi des échecs considérables sous les murs de Rome, et que quelqu'un dans l'Assemblée constituante eût parlé d'entamer des négociations avec Mazzini et Garibaldi, ne se serait-il pas levé et n'aurait-il pas protesté le premier contre un pareil abaissement du caractère national? Eh bien! est-ce que l'honneur français en 1864 n'est pas le même qu'en 1849? Est-ce que notre drapeau, qu'il soit arboré à Rome, à Pékin ou à Mexico, n'a pas la même vertu, le même prestige? Un général français ne peut traiter avec des chefs de bandits, qu'ils s'appellent Garibaldi, Walker ou Juarez!

Nous venons de résumer la question politique et économique; il ne nous reste plus qu'à étudier rapidement la question religieuse, celle qui au Mexique domine toutes les autres; car la prospérité financière de l'État mexicain ne peut se fonder que sur une base honnête et solide, sur une transaction équitable entre le gouvernement et le clergé mexicain, qui est le plus grand propriétaire foncier du Mexique.

Ici nous nous séparerons de la politique du gouvernement français qui a approuvé imprudemment la conduite du général Bazaine, conduite en flagrante contradiction avec le but et la moralité de l'entreprise. Combattre Juarez les armes à la main et soutenir en même temps son système gouvernemental dans ce qu'il avait de plus inique, c'est vraiment incroyable.

Mais si nous ne partageons pas la manière de voir

du brave et habile maréchal dans la question des biens de l'Église, nous condamnons bien plus nos amis de l'opposition catholique. Ils ont voté contre le gouvernement lorsqu'il avait le bon droit et la justice de son côté, et pas un n'a élevé la voix pour l'attaquer sur le seul point où il était vulnérable.

Nous n'ignorons pas que le clergé mexicain inspirait peu de sympathies : sa conduite dans les derniers événements, ses mœurs, tout cela n'était pas irréprochable; au-dessus de ces considérations secondaires il y avait une question de principes, et, pour être logiques et sincères, nous devions être assis au banc des accusateurs.

LA

QUESTION RELIGIEUSE

—

SOLUTION PRATIQUE

Toutes les révolutions sociales commencent par une attaque directe contre la propriété. Le prétexte humanitaire est de faire disparaître l'inégalité des conditions ; le but farouche est de substituer le bien-être du ravisseur à celui du dépossédé.

Et comme l'Église est la plus grande autorité sur la terre, comme elle est instituée par Dieu pour garder et pour protéger, la dépouiller est une bonne fortune que les sectaires ne laissent pas échapper. Ils satisfont à la fois à une triple haine contre les principes de hiérarchie, d'autorité et de propriété dans ce qu'ils ont de plus vénérable. Car, si l'histoire de la civilisation nous raconte les miracles de charité opérés par l'Église propriétaire, l'histoire contemporaine nous ap-